

Bilan de la présidence hongroise

La présidence du Conseil de l’Union européenne assurée par la Hongrie pendant six mois vient de s’achever. Entaché par le vote d’une loi sur les médias jugée liberticide, l’adoption d’une nouvelle Loi fondamentale à tonalité conservatrice, le travail de l’équipe hongroise semble pourtant, selon les autorités européennes, s’être conformé au calendrier initial. Mieux, le travail accompli est considéré comme étant à l’origine de nombreux progrès, tant sur le plan politique qu’économique.

La future adhésion de la Croatie à l'Union européenne, prévue pour le 1er juillet 2013, constitue la plus grande fierté des dirigeants hongrois. Le gouvernement français a notamment reconnu que la Hongrie avait été très active sur ce dossier et aurait ainsi permis de parvenir à ce dénouement jugé heureux. Néanmoins, l'intégration de la Roumanie et de la Bulgarie au sein de l'espace Schengen n'aura pas abouti sous la présidence hongroise, conformément à l'objectif initial. M. Martonyi a déclaré le regretter, mais reste convaincu que cette intégration se fera à l'automne, sous la présidence polonaise.

Sur la situation des Roms, certains se disent satisfaits de l'action de la Hongrie, considérant l'adoption du rapport de l'eurodéputée hongroise, Lívia Járóka, comme le début d'une réponse coordonnée puisqu'il symboliserait un accord large sur les conditions dramatiques dans laquelle vivent le Roms. D'autres remettent en cause la crédibilité du gouvernement hongrois en avançant le fait que celui-ci mis trop de temps à réagir aux évènements de Gyöngyöspata et ne croient pas en cette action coordonnée au regard de la politique menée par plusieurs gouvernements européens, notamment français.

Est aussi considéré comme un progrès l'adoption par les ministres des Affaires étrangères de la stratégie pour le Danube le 13 avril et par les vingt-sept le 24 juin. Cette stratégie concerne 14 pays dont 6 non membres. Sa mise en œuvre aura pour but d'encourager la coopération à long terme afin de trouver des solutions aux divers problèmes locaux et communs, de relancer le développement économique (augmentation des investissements économiques avec pour objectif la réduction des disparités en matière de développement économique) ; d'améliorer les interconnexions dans les réseaux de transports routier, ferroviaire et fluvial (l'objectif est, notamment d'augmenter le transport de marchandises sur le Danube de 20 % d'ici à 2020) et d'énergie, de protéger l'environnement (amélioration de la qualité de l'eau, protection de la biodiversité et promotion des écotechnologies) et de renforcer la sécurité (dont la lutte contre la criminalité organisée).

Pour ce qui de la politique économique, la réforme du Pacte de stabilité a été entreprise sous la présidence hongroise. Il apparaît toutefois que celle-ci n'était possible sans l'accord de Paris et de Berlin. Mais le gouvernement se félicite de cette décision et se targue d'avoir permis la consolidation des mécanismes d'aides envers les Etats membres en difficultés économiques. En réalité, bon nombre de spécialistes s'accordent à dire que ce pacte relooké n'est absolument pas à la hauteur du problème. La crise que traverse l'euro est une sanction de l'Histoire.

L’intégration économique, accélérée notamment par le Président Mitterrand, n’a pas été suivi de l’intégration politique nécessaire, en termes de fiscalité et de politique de la dette. Sur ce point, le pari pascalien de François Mitterrand se révèle être un échec. Plus que des modifications du pacte de stabilité, il faudrait se pencher sur les énormes différences de structures de production au sein de l’Union, ainsi que sur le rôle de la Banque centrale européenne, un tâche lourde pour la présidence tournante, fonctionnant par trio.

Yann Caspar

-

Catégorie
Agenda Culturel